

« L'allocation universelle, une dangereuse illusion ! »

J.-P. Labille et M. Jadot tirent la sonnette d'alarme. Voici leur alternative

L'allocation universelle gagne chaque jour des partisans. Y compris au sein de la gauche. Dans l'entretien exclusif qu'ils accordent à Sudpresse, Jean-Pascal Labille et Michel Jadot, respectivement secrétaire général et président de Solidaris – mais surtout deux voix qui pèsent à gauche – tirent pourtant la sonnette d'alarme contre ses dangers. Et proposent leur alternative.

« Le revenu universel, on en parle depuis le début de ma carrière, il y a plus de 50 ans ! », ramasse d'emblée Michel Jadot. « Il revient régulièrement, toujours en temps de crise. Il connaît pas mal de variantes. Celles de la droite, je ne les supporte pas ! Ils remettent en cause notre système d'assurance sociale et de concertation, pour en faire un système résiduaire basé sur un revenu généralisé : 800, 900, 1.000 euros par mois, sans plus aucune sécurité sociale sur le côté. Mieux intentionnés, les gens de gauche veulent que cela remédie aux carences de la Sécu, insuffisamment financée. Mais nous disons que c'est une mauvaise réponse aux défis que nous avons. C'est à ces défis que nous devons répondre ! »

➔ **En quoi est-ce une mauvaise réponse ?**

MJ : « Elle est irréaliste, sur son montant et son financement. Soit son montant est minime, et on ne répond pas au souci de couverture sociale des gens. Soit on donne 1.000 euros par mois, et

on ne sait pas le financer : cela représenterait 100 milliards par an ! Et si on maintient à côté certains remboursements contre le cancer etc., cela coûtera 40 à 50 milliards de plus. Soit 150 milliards par an ! Impossible ! »

➔ **Quand elle défend le revenu universel, la gauche se trompe ?**

JPL : « Elle pose un bon problème, mais pas la bonne solution. C'est une illusion dangereuse. Cela rompt avec ce qui fonde la Sécu : la solidarité. Aujourd'hui, on cotise en fonction de ses revenus, et on utilise en fonction de ses moyens. L'allocation universelle, c'est tout l'inverse. Les 800 ou 1.000 euros, ils seront aussi versés à Albert Frère ! Et Michel Jadot a raison : le gros écueil, c'est son financement ! Il y a d'ailleurs autant de formules que de partisans. On supprime la Sécu en échange ? La plupart des gens ayant un cancer n'auront alors tout simplement plus les moyens de se soigner ! Sans compter la tension terrible que

cela va provoquer sur les salaires ! »

➔ **Les salaires ? En quoi ?**

JPL : « Le patron tentera de payer moins ses travailleurs, puisqu'en entrant dans l'entreprise en début de mois, ils ont déjà ces 1.000 euros en poche. Il recourra aussi davantage aux temps partiels, une des grandes causes de la précarisation en ce moment. Cela va aussi augmenter la culpabilisation : une fois que vous avez l'allocation universelle, vous vous débrouillez puisqu'il n'y a plus les mécanismes de protection sociale. J'ajoute l'atteinte à la valeur travail, une des bases de notre société, qui est nécessaire. Et on mettrait à mal notre système de concertation sociale. Or, elle assure une cohésion sociale ! »

➔ **Que faire à la place de l'allocation universelle, alors ?**

MJ : « Le moment est venu de moderniser le système de la sécurité sociale. Le logement des jeunes, l'éducation, la mobilité,

l'accès à la Justice : il faut réfléchir à y étendre la protection sociale. Financée comment ? Si on revoit la taxation actuelle des avantages en nature, même en partie, on regagne déjà 20 milliards dont 5 à 6 sur les seules voitures de société ! Il y a des choix politiques à faire, c'est tout ! » ●

INTERVIEW : CHRISTIAN CARPENTIER

« La Sécu asséchée pour la privatiser »

⇒ **En pratique, la Sécu modernisée dont vous parlez, à quoi devrait-elle veiller par rapport à aujourd'hui ?**

JPL : « À renforcer la protection. En ce compris des choses déjà couvertes. Beaucoup ne le sont pas, ou trop peu : les soins dentaires, la facture des médicaments qui s'alourdit, les maisons de repos et de soins, le burn out et les autres maladies psychosociales... Mais il y a aussi des personnes qui, dans leur tranche de vie, ont besoin d'une aide à un moment donné. »

⇒ **Qui, par exemple ?**

JPL : « Je pense aux jeunes pour lesquels c'est compliqué, même s'ils ont un emploi. Au moindre accident de vie, ils

plongent. Je pense aux 50-55 ans qui ont beaucoup de difficultés à retrouver un job. Remusclons d'abord la protection sociale ! Et réoccupons-nous d'une série grandissante de gens dont on ne se préoccupe plus, qui échappent aux radars, qui n'activent plus les droits qu'ils ont ! »

➔ **Concrètement, que faire ?**

JPL : « Lier les allocations au bien-être. Augmenter le revenu minimum. Idem des allocations. Et avoir un vrai tax-shift, aussi au profit des plus défavorisés, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui ! »

MJ : « Actuellement, on désorganise le financement de la Sécu. D'année en année, on diminue les cotisations. En cause ? La modération salariale, mais aussi les avantages extralégaux. Les voitures de société, les chèques

repas, les assurances groupe, les chèques culture... Il existe plus de 60 cas avec exonération de cotisations ! »

➔ **Mais pour les gens, c'est du net...**

JPL : « Oui mais c'est dangereux, parce qu'on assèche le financement de la Sécu ! Et le but est clair : celui d'y faire des coupes sombres comme on les vit aujourd'hui notamment sur les médicaments. Et à terme, d'en prendre excuse pour la privatiser. »

MJ : « Pour 2016, elle est en déficit de 1,6 milliard. On parle de 731 millions pour 2017, mais je suis sûr qu'on sera au double ! Mais cela permet à la N-VA et au MR de dire : la Sécu va dans le mur, il faut réduire les prestations en soins de santé ou dans les pensions... » ●

CH. C.

Dégâts de l'austérité**« J'espère que la Grèce n'est pas un labo »**

« Ce qui m'inquiète le plus, c'est que la décision politique n'est plus prise que dans une seule logique: l'assainissement budgétaire! », ramasse

Jean-Pascal Labille. « C'est là que le politique se trompe. La bonne question, c'est de savoir

quel impact la décision que je prends va avoir sur la population! Quand les politiques ne prennent pas de décision, il faut qu'ils voient que le budget, ils aient un cap! Un espoir! Un honneur! Or, on fait tout sauf ça: leur propre impuissance! Les gens avec ce cadre de folie budgétaire disent que, dans le fond, ils ne taire! »

s'occupent pas de leurs vrais problèmes... »

« Ma fille vit à Mons. Elle gagne à ce pays. On y assiste à la destruction systématique de tout ce qui est bon. Et l'omnipotence de sa voiture à elle seule,

c'est 1.900 euros! Impossible à la protection sociale. Résultat? payer! Or, elle en a besoin pour 40% de la population qui ne va pas travailler. Elle a la chance de savoir se soigner. Augmentation des suicides, des dépressions majeures, des maladies cardio-vasculaires. Mais combien de personnes de son âge ne l'ont pas, cette chance? Il faut sortir 50% de la population qui

est tiré du court-termisme qui sont sur ou sous le seuil de pauvreté. Quatre millions de personnes sans emploi, dont 60% de jeunes.

Trois millions de gens sans assurance sociale. Voilà ce que

ces politiques ont amené! La Grèce n'est peut-être qu'un laboratoire

pour nous amener à un système sans protection sociale! »

CH. C.